

## 6 questions/réponses pour soutenir la reconstruction d'Haïti par le peuple



Colette Lespinasse, Ricot Jean-Pierre, Renaud Vivien

Octobre 2021

**Le 14 août 2021, Haïti est de nouveau frappé par un terrible séisme entraînant plus de 2000 décès, des destructions matérielles et des pertes économiques considérables. Face à cette nouvelle catastrophe, les partenaires d'Entraide et Fraternité s'organisent pour aider en urgence les sinistrés, dont les paysan-ne-s, dans un contexte politique et social déjà très tendu : l'assassinat du président haïtien est survenu un mois plus tôt et des gangs armés, liés pour certains à des dirigeants politiques, font régner un climat de terreur permanente.**

**Pour mieux comprendre cette situation et le rôle que jouent les acteurs étrangers, dont l'Union européenne, mais aussi pour donner quelques perspectives politiques, notamment sur l'action que pourrait avoir la Belgique, nous avons interrogé deux de nos partenaires présents sur place : Colette Lespinasse, correspondante de la Coordination Europe-Haïti (COEH)<sup>1</sup> et Ricot Jean-Pierre, directeur de programme de la Plateforme haïtienne de plaidoyer pour un développement alternatif (PAPDA).**

## **1. Quel est le bilan provisoire de ce tremblement de terre sur les plans humain et économique ?**

Colette Lespinasse : En septembre 2021, on dénombrait officiellement 2248 décès, 329 personnes disparues, 12 763 personnes blessées, 137 500 maisons détruites ou endommagées. **Au total, plus de 600 500 personnes ont été affectées dans trois départements géographiques de la péninsule Sud** : la Grand-Anse, les Nippes et le Sud. Le tremblement de terre a occasionné, en moins d'une minute, des pertes estimées à 1,5 milliards de dollars américains. Un processus d'évaluation des besoins a été lancé le 21 août par le gouvernement, avec l'appui de l'ONU.

**L'éducation est l'un des secteurs les plus affectés** par le tremblement de terre et par les mouvements des groupes armés dans certains quartiers de la capitale. Selon les chiffres publiés sur les dégâts occasionnés par le séisme, 1060 écoles seraient détruites ou endommagées. À Port-au-Prince, les groupes armés avaient déjà forcé de nombreuses familles à se déplacer et plus d'une centaine d'écoles à fermer leurs portes dans ces quartiers. Vu l'état actuel de l'insécurité, aucune perspective de réouverture de ces écoles ni de retour de la population dans ces quartiers n'est envisageable.

En pleine saison des ouragans, le risque de fortes pluies, d'inondations et de glissements de terrain, comme on a pu le constater deux jours après le séisme avec le passage de la dépression tropicale « Grace », pourrait exposer une population déjà vulnérable à des risques supplémentaires. **Rappelons qu'à chaque fois que se produisent ces catastrophes, le pays s'appauvrit davantage.** Cela pousse la population à fuir. Depuis août, les migrations vers l'étranger ont, en effet, considérablement augmenté, notamment vers la République Dominicaine et les Etats-Unis.

Ricot Jean-Pierre : Il faut prendre les chiffres fournis par les autorités avec une extrême prudence car ils ne reflètent pas totalement les informations obtenues sur le terrain. Ils sous-

<sup>1</sup>Les propos de Colette Lespinasse présents dans cette analyse sont très largement repris de son intervention lors de l'Assemblée générale de la COEH du 21 septembre 2021.

estiment la réalité. En effet, **les opérations de sauvetage ou d'aide n'arrivent pas dans les zones les plus reculées**. L'État, qui est absent dans ces zones depuis des décennies, n'a donc pas forcément recueilli les informations relatives aux dégâts énormes subis par les communautés qui y vivent.

Beaucoup de personnes ont été ensevelies sous les rochers dans leurs jardins à cause des éboulements provoqués par le séisme. De nombreuses victimes dorment dans la rue et dans les lieux publics, sans bâches ni tentes. On retrouve des femmes allaitantes, des bébés et des personnes avec des complications sévères qui dorment à la belle étoile ou sous des tentes inappropriées. **Fort heureusement, il y a beaucoup de solidarité au sein de la population**. Les gens dorment ensemble, mangent ensemble.

## 2. Quel est l'impact de ce séisme sur les organisations haïtiennes avec lesquelles vous travaillez ?

Ricot Jean-Pierre : Nous avons contacté nos partenaires situés dans les départements du Sud afin d'avoir une idée de la situation sur place. La plupart font état de plusieurs dizaines de décès, de centaines de personnes blessées, de milliers de maisons détruites et endommagées ainsi que d'une perte de milliers de têtes de bétail (qui représentent des revenus pour les familles).

LA SAKS (une organisation partenaire d'Entraide et Fraternité) a entrepris des visites auprès de ses partenaires, des radios communautaires (qui sont le seul média à émettre dans les zones les plus reculées et inaccessibles du pays) et a constaté de nombreux dommages. Ces radios communautaires ont exprimé des besoins importants en matériel et équipements afin de pouvoir continuer à diffuser.

Du côté de la paysannerie, plusieurs sont en situation de stress post-traumatique. La PAPDA a décidé alors de proposer un accompagnement psychosocial sur le terrain en organisant des groupes de parole. Ces partenaires nous ont également partagé des besoins pour la reconstruction d'habitations, le renforcement de leur cheptel, l'accompagnement des activités agricoles comme les cultures de cycle court pour produire en quelques semaines du maïs, des haricots et légumineuses.

## 3. Pouvez-vous développer l'impact de cette catastrophe dans le secteur agricole ?

Colette Lespinasse : Le tremblement de terre a mis à nu l'exclusion de la paysannerie en Haïti et l'organisation trop centralisée du pays. Petit-à-petit, la population du Grand Sud se relève. Mais les blessures sont encore très vivaces car le choc a été violent. **Les paysan-ne-s reprennent timidement le travail des champs et essaient de sauver la prochaine saison**. La peur des éboulements persiste car les répliques se poursuivent encore, quoique de moindre intensité. Beaucoup ont perdu leurs outils, leur petite épargne, leurs semences et même une partie des surfaces cultivables. Les récoltes, surtout de fruits saisonniers, ont été gaspillées et dans les conditions actuelles, **les familles n'ont pas pu stocker de la nourriture pour la période de soudure**. Le petit commerce qui complète généralement les revenus des familles

paysannes a été très affecté par le séisme en raison des pertes de stocks de marchandises et des fonds de roulement.

À cela sont venus s'ajouter le blocage de la sortie Sud de la capitale par les groupes armés et la rareté de carburant. Bref, un ensemble de facteurs qui handicapent la circulation des personnes et des biens vers Port-au-Prince où se trouve le marché principal. Le tremblement de terre a coïncidé avec la saison de récolte dans de nombreuses zones affectées. Voilà pourquoi,  **dans un premier temps, ce n'est pas l'accès à la nourriture qui a posé un grand problème, mais plutôt l'accès à l'eau**, car les mouvements de la terre ont obstrué les exutoires de nombreuses sources et endommagé des systèmes d'adduction d'eau potable. Dans certains endroits, les gens ont carrément dit qu'ils n'avaient pas besoin d'aide alimentaire mais plutôt de moyens pour se construire un abri provisoire et cesser de dormir à la belle étoile.

Cependant, les prévisions pour la période de soudure (allant de décembre 2021 à février 2022) font état d'un risque d'aggravation de la situation alimentaire dans la zone dévastée si rien n'est fait dès maintenant pour aider les paysans à planter. Dans cette perspective, la FAO<sup>2</sup> a lancé un appel pour la collecte de 20 millions de dollars pour soutenir tout de suite 150 000 agriculteurs avant la saison agricole d'hiver dans l'objectif de rétablir les moyens d'existence et de relancer la production alimentaire. Mais  **les populations savent qu'elles ne peuvent pas espérer grand-chose de l'État et que l'aide humanitaire va bientôt s'arrêter**. Voilà pourquoi, petit-à-petit, elles déploient des stratégies pour continuer à vivre ; sauf que, sans accompagnement efficace, ce relèvement sera très difficile car la région affectée par le séisme est la même qui avait été fortement endommagée lors du passage du cyclone « Matthew » en octobre 2016.

Ricot Jean-Pierre: Il faut rappeler que l'insécurité alimentaire était déjà de taille avant le séisme puisqu'elle frappait un tiers de la population haïtienne et que moins de 10% du budget national était alloué au secteur agricole. Il faut également considérer que la majeure partie (plus de 70%) de ce budget ridicule est allouée aux frais de fonctionnement et que le reste sert à financer les activités d'importation de quelques familles commerçantes du bord-de-mer, en lieu et place d'investissements capables de garantir l'autosuffisance alimentaire et des systèmes alimentaires durables.

**Aujourd'hui, de nombreux paysans et paysannes dorment sous tentes ou « à la belle étoile »**. Tèt Kole (une autre organisation soutenue par Entraide et Fraternité) a besoin d'énormes soutiens pour aider ces familles paysannes à retrouver même partiellement le goût de la vie. Le besoin immédiat serait de pouvoir aider les paysan-ne-s à construire des maisons pour vivre avec leur famille dans des conditions décentes. Il est aussi urgent d'aider les familles paysannes à mettre en place des activités qui pourront générer des revenus.

Enfin, il est crucial de prendre en compte les leçons apprises des catastrophes passées, dont le séisme de 2010 ou l'ouragan « Matthew » en 2016. En effet, il y a eu plusieurs graves erreurs comme le fait de distribuer de kits alimentaires qui viennent de l'extérieur. Pourquoi ? Parce qu'il y a déjà des produits agricoles disponibles dans les régions affectées !

---

<sup>2</sup> l'organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture



#### 4. Où en est-on dans l'aide d'urgence apportée par les acteurs étrangers (ONG, États, agences internationales) ?

Colette Lespinasse : Aujourd'hui, la phase d'urgence est pratiquement terminée et celle du relèvement a déjà commencé. Les victimes ont bénéficié de la solidarité inter-haïtienne, de l'appui de la diaspora et du concours d'organisations humanitaires et/ou de solidarité de l'étranger.

5

Certains gouvernements comme celui des États-Unis, de pays européens (France, Hollande, Norvège, Suisse, etc.), le Canada, le Venezuela, Cuba, la République Dominicaine, ont aidé dans l'évacuation des blessés, la recherche de survivants, la prise en charge des malades, la fourniture d'eau, le déblayage de certains édifices publics, notamment les écoles, etc. L'UE a fourni une aide rapide de 3 millions d'euros pour les premières urgences en plus de 14 millions qui étaient déjà disponibles pour l'année 2021. Elle a aussi mis en place un pont aérien qui a facilité le transport de plusieurs tonnes d'aide d'urgence. Le tremblement de terre a touché trois départements géographiques du grand Sud. La Grand-Anse qui est la moins affectée demeure encore coupée du reste du pays par voie terrestre en raison de l'impossibilité de traverser un pont fortement endommagé. C'est dans le milieu rural que le plus grand nombre de dommages a été enregistré. L'aide arrive difficilement dans certaines communautés qui se trouvaient déjà isolées et sans infrastructures. **Presque deux mois après le séisme, à peine 46% des communautés rurales affectées ont été desservies par l'aide.**

Au niveau du secteur de l'éducation, le gouvernement, avec l'appui de plusieurs agences internationales, s'active à déblayer les écoles pour pouvoir accueillir les enfants. L'Unicef et d'autres agences spécialisées de l'ONU vont apporter leur concours pour construire des salles de classes provisoires. Mais le gouvernement n'a annoncé aucun soutien aux parents. Quelques ONG se préparent à réaliser des séances de thérapie collective pour aider psychologiquement les élèves et le personnel enseignant à la reprise des cours. Mais **de nombreux enfants risquent de ne pas pouvoir retourner à l'école, faute de moyens** pour payer les frais d'entrée et d'écolage, dans un pays où l'accès à l'école n'est pas gratuit.

Dans les conditions actuelles de dégradation à tous les niveaux et d'instabilité politique en Haïti, **il est difficile de parler de reconstruction durable sans un changement de paradigme.** En 2010, des millions de dollars avaient été mobilisés, mais les résultats sont peu probants, d'une part faute d'une vision globale de reconstruction qui passe forcément par une révision du système politique et, d'autre part, en raison de la corruption ambiante avec des ramifications étrangères profondes.

Ricot Jean-Pierre : Une des erreurs fatales que j'évoquais tout à l'heure concerne le rôle des ONG humanitaires. Elles n'ont malheureusement pas changé de stratégie depuis le séisme de 2010, à savoir qu'elles acheminent des aides alimentaires vers le grand Sud alors qu'il y a déjà des produits locaux disponibles. **Ce que ces ONG étrangères auraient dû faire, c'est acheter aux paysans leurs produits excédentaires.** Au lieu de cela, elles apportent des aliments qui ne sont pas adaptés à la culture du pays. L'intervention de ces ONG modifie les habitudes culturelles du peuple haïtien, alors que manger est un acte culturel et politique qui

est lié à l'identité d'un peuple. Ajoutons à cela que certaines aides étrangères n'arrivent même pas aux victimes qui sont situées dans des zones reculées.

Au final, onze ans après le terrible tremblement de terre de 2010, **on est toujours dans le « capitalisme du désastre », un système dans lequel certaines ONG se présentent comme les bienfaitrices de l'Humanité qui vont sauver le peuple haïtien.** Ce n'est pas pour rien que Haïti est surnommée la « République des ONG<sup>3</sup> ». **Ce n'est pas normal que chaque catastrophe naturelle se transforme ici en catastrophe humanitaire et politique.** La raison est que le peuple haïtien perd de plus en plus sa souveraineté politique et que **les dirigeants haïtiens** inféodés aux puissances étrangères **octroient**, par exemple, **des permis miniers aux multinationales, aggravant ainsi le dérèglement climatique.** Et ce n'est pas l'arrivée de Joe Biden à la tête des États-Unis qui va changer quoi que ce soit. En effet, ce n'est pas une histoire de personnel politique. Le problème étant que **Haïti constitue un enjeu géostratégique majeur pour les États-Unis** (qui considèrent notre pays comme leur « arrière-cour » occupée par de nombreux militaires étasuniens) **mais aussi pour l'Union européenne** du fait notamment des ressources naturelles (comme l'or, le bois précieux, le pétrole) dont regorge Haïti et de la main-d'œuvre bon marché dans l'industrie du textile. **Le peuple haïtien souffre de cette situation d'accaparement privé de ses ressources.**

6

Les partenaires d'Entraide et Fraternité en font directement les frais, comme avec l'expulsion de la SOFA (*Solidarite Fanm Ayisyen*) de son terrain sur lequel elle menait un projet de ferme agroécologique. Cette expulsion a été officialisée par l'adoption de l'arrêté présidentiel du 8 février 2021 qui transforme ces terres expropriées en une zone franche agro-industrielle. Cet arrêté destine au moins 8 000 ha de ce territoire à la production de Stevia, édulcorant utilisé dans la fabrication de Coca-Cola sans sucre<sup>4</sup>.

Il est temps de rompre avec la logique néocoloniale qui sous-tend la politique de la "communauté internationale" pour construire un État populaire qui soit le fruit des luttes sociales et populaires. Dit autrement, **on a bien un État en Haïti mais ce n'est pas un État haïtien !** En effet, les mécanismes de prise de décisions sont guidés par des intérêts étrangers. La preuve en est que c'est le *Core Group* (composé des ambassadeurs d'Allemagne, du Brésil, du Canada, d'Espagne, des États-Unis d'Amérique, de France, de l'Union européenne, du Représentant spécial de l'Organisation des États américains et de la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies) qui décide des élections en Haïti. Le peuple haïtien appelle ce *Core group* le « syndicat des ambassades ».

## **5. Qui gouverne en Haïti suite à l'assassinat du président Jovenel Moïse et où en est l'enquête aujourd'hui ?**

Colette Lespinasse : Après l'assassinat de Jovenel Moïse, un nouveau premier ministre, Ariel Henry, nommé par le défunt avant sa mort, a été installé. Une frange de l'opposition a rejoint ce dernier. C'est ce premier ministre qui est censé diriger le pays. Henry bénéficie, certes, de

<sup>3</sup><https://www.cetri.be/Haiti-la-republique-des-ONG>

<sup>4</sup>[La CoEH alerte sur des mesures mettant en péril la sécurité alimentaire en Haïti \(alterpresse.org\)](#)

Suite à cette expulsion, Entraide et Fraternité a mené plusieurs interpellations politique au niveau de la Belgique et de l'Union européenne et prévoit de débloquer une aide juridique pour la SOFA.

l'appui du *Core group* mais en réalité il ne semble pas avoir le contrôle de l'appareil étatique qui demeure encore entre les mains des partisans de l'ancien président Jovenel Moïse. En raison de l'éclatement presque total de toutes les institutions, il est difficile, sans un consensus, de gouverner le pays. Entretemps, les gangs armés continuent de faire la loi et occupent chaque jour beaucoup plus d'espaces. Les kidnappings s'intensifient et la population est abandonnée à son sort. Certes, le *Core Group*, le Bureau intégré des Nations-Unies en Haïti (Binuh) sont toujours là. Mais il est difficile de savoir ce qu'ils font réellement...

**Au niveau de l'enquête pour déterminer les responsabilités dans l'assassinat de Moïse, rien ne bouge vraiment.** Les informations sur cet acte crapuleux vont dans toutes les directions et trois mois après cet assassinat, il est difficile de comprendre ce qui s'est passé dans la nuit du 6 au 7 juillet 2021 chez Jovenel Moïse. L'enquête est très politisée et est utilisée pour des règlements de comptes au sein même du parti du président défunt et aussi contre l'opposition. D'ailleurs, l'actuel Premier Ministre est pointé du doigt par le clan Moïse, comme complice du crime parce qu'il aurait eu une conversation téléphonique avec l'un des principaux suspects qui est actuellement recherché par la police.

Ricot Jean-Pierre: Aujourd'hui, le parlement haïtien n'existe quasiment plus. Il n'y a plus aucun député. Il reste seulement dix sénateurs dont le mandat expire en 2022. **Le pays traverse une grave crise multidimensionnelle : politique, sociale, climatique et sécuritaire.** Pour le *Core Group*, dont fait partie l'Union européenne, la solution réside toujours dans l'organisation d'élections présidentielles à tout prix. Ce à quoi nous nous opposons farouchement car la tenue de pareilles élections, dans un tel contexte, ne ferait que reconduire la même classe dirigeante au pouvoir.

## 6. Que proposez-vous comme alternative aux élections?

Ricot Jean-Pierre: Il faut aller à la source du problème, c'est-à-dire le modèle de gouvernance qui repose sur la violence, la corruption, l'extractivisme. Il y a aujourd'hui une cassure entre l'État et sa population car l'État haïtien est gangréné depuis des décennies par une oligarchie dont la stratégie est basée sur le crime, la corruption. Depuis les années 1990, on a des élections qui sont parachutées de l'extérieur avec un appareil électoral contrôlé par les puissances étrangères au profit des capitalistes haïtiens et étrangers.

À la place d'élections immédiates, **l'Union européenne et la Belgique en particulier devraient soutenir les initiatives des mouvements sociaux haïtiens pour une transition de rupture.** Ce ne sont pas les élections qui vont permettre cette rupture. Pour arriver à cette rupture avec l'ancien système, il faut un dialogue inclusif. C'est ce que tentent de faire actuellement les acteurs et actrices politiques haïtiens au sein de la « **Conférence nationale souveraine** ». L'objectif est que les Haïtien-ne-s définissent les piliers de ce nouvel État pour permettre leur émancipation. Dans le cadre de ce dialogue inclusif, le défi doit être forcément un consensus global et articulé autour d'objectifs clairs liés à la reprise en main de la souveraineté du pays.

Soulignons également que le monde paysan reste mobilisé, même après le séisme. **Nous mettons sur pied, avec plusieurs organisations paysannes, un Forum sur l'agroécologie**

**et la souveraineté alimentaire** les 14, 15 et 16 octobre 2021 dans le contexte de la journée internationale des femmes paysannes (15 octobre), la journée mondiale de l'alimentation (16 octobre) et la journée mondiale de lutte contre la pauvreté (17 Octobre).

Colette Lespinasse : Ajoutons que, depuis le début de l'année 2021, des organisations de différents secteurs de la société civile ont mis en place une « **Commission nationale pour la Recherche d'une Solution à la Crise** ». Cette commission a déjà produit un document qui semble avoir obtenu l'adhésion d'une large frange des organisations de la société civile et de certains partis politiques. Il ne fait pas encore l'unanimité mais son contenu force de nombreux acteurs à se positionner sur les voies et moyens pour trouver une issue à la crise qui marquerait une rupture véritable. Cet accord, appelé par la presse « Accord de Montana », fixe un ensemble de valeurs et principes qui doivent guider les décisions et réaffirme que **ce sont les citoyens et citoyennes haïtien-ne-s, à travers leurs organisations, qui doivent redéfinir l'avenir du pays.**

Il est plus que nécessaire de poursuivre la lutte en Haïti pour une prise en main de la gouvernance du pays par les secteurs conscients et intéressés à un avenir meilleur pour la nation. Pour cela, il faut se positionner clairement en faveur des avancées démocratiques, de la lutte contre la corruption et l'impunité, réformer les institutions et les faire fonctionner démocratiquement. Il faut aussi poursuivre la lutte pour le respect des droits de la personne et mener des actions concrètes et fermes contre la violence. La population commence à se fatiguer de toutes ces destructions en série qui s'abattent sur elle. Sa résilience tend à diminuer et elle risque de perdre l'espoir en un lendemain meilleur, si rien n'est fait. Agissons ensemble pour que la flamme de l'espoir se maintienne en Haïti !

### **Entraide et Fraternité soutient la lutte du peuple haïtien**

Entraide et Fraternité fait partie de « **Stop silence Haïti** », une campagne de solidarité internationale lancée en 2020, qui soutient la lutte des Haïtien-ne-s pour leurs droits, leur dignité et leur souveraineté. Plusieurs revendications de ce collectif international ont déjà été portées en direction du gouvernement belge et de l'Union européenne. Après le séisme meurtrier d'août 2021, ces revendications restent d'actualité<sup>5</sup>. Nous reproduisons un extrait de ces revendications que nous continuerons à porter en 2021 :

*« Nous exigeons de la communauté internationale et singulièrement du Core Group de mener une diplomatie basée sur :*

- 1. La souveraineté des Haïtien-ne-s, qui ose se démarquer et s'opposer à toute ingérence, dont celle constante des États-Unis.*
- 2. Les revendications des Haïtien-ne-s de mettre fin à l'impunité et d'assurer une transition, en appuyant et en accompagnant leur travail pour un jugement juste et équitable des responsables des massacres et de la dilapidation des fonds Petrocaribe.*
- 3. Le refus d'apporter un soutien économique, politique et moral à une réforme*

<sup>5</sup> [https://www.entraide.be/IMG/pdf/haiti\\_stop-silence-complicite\\_-\\_signataires.pdf](https://www.entraide.be/IMG/pdf/haiti_stop-silence-complicite_-_signataires.pdf)



constitutionnelle et à des élections qui, dans les conditions actuelles, s'apparentent à une mascarade au service du pouvoir.

4. La redevabilité aux citoyen·ne·s haïtien·ne·s et des pays dits « amis d'Haïti » des mesures prises jusqu'à présent en leur nom. Nous voulons entre autres savoir pourquoi l'UE a octroyé 63,3 millions d'euros d'appui budgétaire au gouvernement de Jovenel Moïse, alors que les conditions de gestion des risques et d'État de droit n'étaient pas réunies, et quel usage a été fait de cet argent. De même, nous voulons que l'UE se donne les moyens de répondre et de vérifier les accusations de corruption émises à l'encontre de la société allemande Dermalog ».

En 2020, Entraide et Fraternité a également lancé une pétition en soutien au peuple haïtien dont le contenu reste pertinent en 2021. <https://www.entraide.be/petition-justice-climatique> et rédigé une étude intitulée "Les revendications paysannes haïtiennes : c'est aussi nos oignons !", sur la base du Cahier national des revendications des organisations paysannes haïtiennes, coordonné par la PAPDA. <https://www.entraide.be/les-revendications-paysannes-haitiennes-c-est-aussi-nos-oignons>. Les revendications avancées dans cette étude restent la base de notre plaidoyer en Belgique en faveur de l'agriculture agroécologique et de la souveraineté alimentaire.